

MDMG

SAHEL



Le Dossier de la semaine

**Le chiffre
DE LA SEMAINE**

51%

Le Global Terrorism Index 2025, publié ce mois-ci par l'Institute for Economics & Peace, place le Sahel au centre d'une statistique qui donne le vertige : **en 2024, la région a concentré 51% des morts liés au terrorisme dans le monde** entier, contre 1% en 2007.

Le Burkina Faso occupe la première place mondiale de l'indice pour la deuxième année consécutive.

Les conflits dans la région ont franchi pour la première fois le seuil de **25 000 morts depuis la création de l'indice**. Un chiffre que ni les discours souverainistes ni les communiqués de victoire militaire ne suffisent à commenter.

AES : le prix de la souveraineté

Les mêmes régimes qui ont expulsé les Français, dénoncé Bruxelles et claqué la porte de la CEDEAO au nom d'une souveraineté retrouvée envoient leurs entrepreneurs en Europe, reçoivent les émissaires de Trump et laissent leurs ministres parler de "main tendue" avec l'Union européenne. Pendant ce temps, Paris redéploie discrètement son dispositif militaire vers les pays côtiers. Une semaine, deux signaux, une seule réalité : le discours souverainiste de l'AES se fracasse sur les besoins que les économies sahéniennes ne peuvent plus dissimuler.

Il y a une scène que les chancelleries occidentales observent avec un mélange d'ironie et de satisfaction froide. Les mêmes régimes qui ont expulsé les forces françaises, dénoncé l'impérialisme européen dans des discours enflammés relayés par des millions de vues sur les réseaux sociaux, accusé Paris de tous les échecs sécuritaires du Sahel et claqué la porte de la CEDEAO au nom d'une souveraineté retrouvée, ces mêmes régimes envoient discrètement leurs entrepreneurs à Bruxelles, reçoivent les émissaires américains et laissent leurs ministres des Affaires étrangères parler de "main tendue" et de "dialogue stratégique" avec l'Union européenne. La rhétorique souverainiste tient sur scène. Les besoins réels se règlent dans les coulisses.



L'envoyé spécial João Cravinho avait posé les bases lors de sa visite à Bamako en février.

La délégation de vingt-six entrepreneurs maliens reçue à Bruxelles le 21 mars, conduite par Boubou Dembélé de Dango Industrie, est un symptôme de cette contradiction structurelle que les juntas de l'AES refusent d'assumer publiquement. L'initiative, organisée par la European Strategic Initiative de Grégory Jullien, est présentée comme un "symbole du dégel des relations entre Bamako et l'UE". Le mot est soigneusement choisi ; il désigne un réchauffement, non une rupture avec la rupture. Les ministres Abdoulaye Diop et Mossa Ag Attaher se montrent, selon les sources diplomatiques européennes, "particulièrement disposés à saisir cette main tendue". L'envoyé spécial João Cravinho avait posé les bases lors de sa visite à Bamako en février. Le dialogue stratégique, "en partie gelé depuis plus de deux ans", reprend.

L'usure du narratif sahélien

Deux ans pendant lesquels Bamako a fait de l'anti-occidentalisme son fonds de commerce politique. Deux ans pendant lesquels les juntas ont expulsé les ambassadeurs, dénoncé les financements européens comme des instruments de néocolonialisme, laissé les réseaux d'influence russes inonder l'espace médiatique sahélien d'un narratif présentant la France et l'UE comme les responsables uniques de l'insécurité régionale. Ce narratif a fonctionné. Il a construit une légitimité populaire réelle pour les juntas, une légitimité adossée à la dénonciation de l'ennemi extérieur. Le problème est que les économies sahéliennes, asphyxiées par les blocus jihadistes, fragilisées par la rupture des coopérations techniques et financières occidentales et incapables de compenser par les seuls partenariats russe, turcs et chinois les transferts qui ont disparu, ne peuvent indéfiniment se nourrir de discours. Alors on revient, en catimini, chercher ce que le discours interdit de demander ouvertement.

La logique côté européen est symétrique dans son cynisme. L'UE réengage Bamako non par conviction que les juntas ont changé, mais parce qu'Ursula von der Leyen a fait de la gestion migratoire l'axe central de son second mandat. Le Mali est un pays de transit et d'origine, comme le Niger, dont la coopération conditionne une partie des résultats que Bruxelles doit montrer à ses opinions publiques. La migration prime sur la démocratie ; le pragmatisme prime sur les principes. C'est exactement ce que les juntas reprochaient hier à l'Occident d'appliquer sélectivement selon ses intérêts. Ils ont raison en théorie. Et ils en profitent en pratique.

Quid de la France ?

Paris, en coulisses, regarde cette séquence avec un scepticisme qui n'est pas dénué d'arrière-pensées. La capitale française doute que Bruxelles puisse obtenir des résultats. Ce jugement est peut-être fondé, mais surtout confortable Paris. La diplomatie française est convaincu, que son éviction du Sahel était inéluctable et non le résultat d'erreurs stratégiques accumulées. Ce qui est discutable dans les faits.

Car ce que Cotonou, d'un côté, et Bruxelles, de l'autre, révèlent, c'est que la France n'est pas absente du Sahel ; elle s'est repositionnée. Pendant que la délégation malienne rencontrait les fonctionnaires européens, les généraux Gbaguidi, Doumbia et Mandon se retrouvaient au camp de Togbin pour redéfinir les contours d'un dispositif sécuritaire construit autour des États côtiers. Formation, renseignement, surveillance aérienne, synergies opérationnelles : Paris est là, simplement décalé de quelques centaines de kilomètres vers le sud, travaillant à contenir la descente jihadiste vers des pays que les juntas sahéliennes ne contrôlent plus.



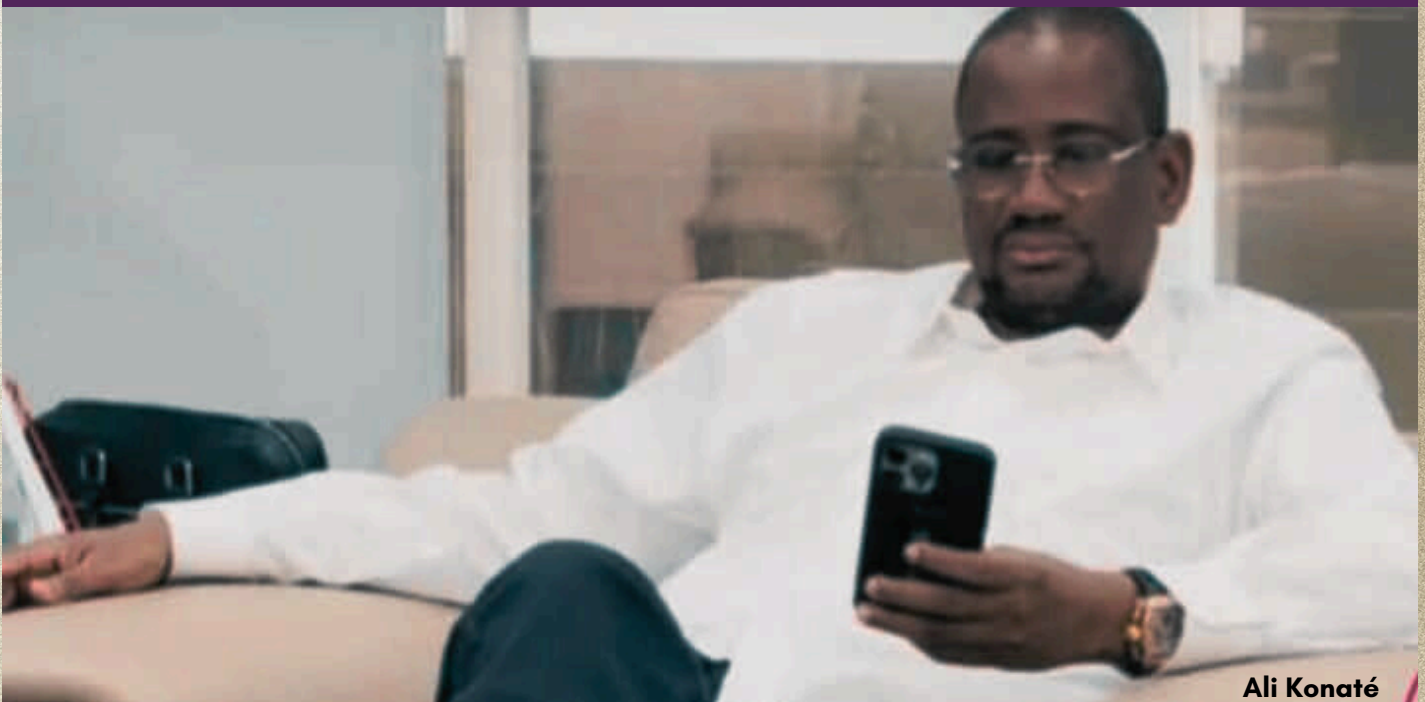
Le paradoxe final est là. L'AES accuse la France de vouloir déstabiliser le Sahel par des "sponsors étatiques étrangers", selon le communiqué du sommet de Bamako de décembre 2025. Pendant ce temps, ses propres économies se retournent vers l'UE pour survivre, ses propres gouvernements reçoivent des émissaires de Trump, et le partenaire russe dont on vantait la solidarité inconditionnelle s'avère incapable de protéger les convois de carburant sur la route de Kayes. La souveraineté, dans ce Sahel-là, a un coût que le discours peine de plus en plus à dissimuler.

De Ouaga à Niamey en passant par Bamako – Ali Konaté, l'oligarque de l'AES :

Un marché de fournitures scolaires à Niamey, des blindés Norinco à Ouagadougou, la demeure de Karim Keïta à Bamako, un Gulfstream sur la ligne Ouagadougou-Dubaï. Ali Konaté n'est pas un entrepreneur ordinaire ; il est l'architecture humaine d'un système que les juntes de l'AES ont appris à fabriquer : l'oligarque fonctionnel, produit méthodique du pouvoir, utile précisément parce qu'il opère là où l'État officiel ne peut pas aller.

Il arrive à la nuit tombée dans le quartier huppé de Ouaga 2000, accueilli autour d'un thé par un homme qu'il appelle son fils spirituel. Le capitaine Ibrahim Traoré, président de launte burkinabè et de la Confédération des États du Sahel depuis décembre 2025, ne se déplace pas pour n'importe qui. Ali Konaté, lui, n'est pas n'importe qui. Patron du groupe Kangala, maître dozo autoproclamé, intermédiaire entre les esprits des ancêtres et les catalogues d'armement de Norinco, il incarne quelque chose qui dépasse sa propre trajectoire : la figure de l'oligarque fonctionnel, produit méthodique d'une architecture de pouvoir qui n'a pas été inventée par les juntes du Sahel mais qu'elles ont portée à sa forme la plus épurée.

Le Burkina Faso a une tradition bien établie en la matière. Sous Blaise Compaoré, c'était Alizeta Ouédraogo et le milliardaire Oumarou Kanazoé. Sous Roch Marc Christian Kaboré, Mahamadou Bonkougou et son groupe Ebomaf ont prospéré à la faveur des contrats d'infrastructure. Chaque régime produit ses hommes de confiance, ceux qui transforment la proximité politique en empire économique et l'empire économique en utilité stratégique pour le pouvoir. Avec Ibrahim Traoré, c'est Ali Konaté. La séquence est si régulière qu'elle en devient institutionnelle.

**Ali Konaté**

À Niamey, les établissements Konaté Ali se sont vus attribuer un marché public de fournitures scolaires d'un montant de 2,4 milliards FCFA

Ce qui distingue Konaté de ses prédécesseurs dans ce rôle, c'est l'échelle géographique de son déploiement et la sophistication des vecteurs utilisés. Son empire ne s'arrête pas aux frontières du Burkina Faso. À Niamey, les établissements Konaté Ali se sont vus attribuer un marché public de fournitures scolaires d'un montant de 2 milliards 376 millions 930 mille francs CFA, soit plus de 3,6 millions d'euros sur un contrat d'État nigérien. À Bamako, il a acquis la demeure de Karim Keïta, fils de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta, et s'est associé à Fatoumata Batouly Niane, influenceuse et femme d'affaires dans l'orbite directe d'Assimi Goïta. À Dubaï enfin, il a constitué un écosystème de véhicules financiers, Emirates Diamonds and Gold, Kangala Investments et KGL Properties, qui opèrent dans des secteurs aussi différents que le négoce de minerais, l'immobilier et les fonds d'investissement.

Le système Norinco mérite à cet égard une attention particulière. Le groupe public chinois est devenu en deux ans le principal fournisseur d'équipement militaire des trois pays de l'AES. En octobre 2025, Burkina Faso réceptionnait par le port de Tema, au Ghana, des VN22B, des SR5, des SM6 et des WZ551, tout le catalogue d'une force de feu moderne à prix compétitif.

Le dozo, précisément, mérite qu'on s'y arrête. La confrérie des chasseurs traditionnels n'est pas un simple folklore : elle constitue dans l'Ouest du Burkina Faso un réseau de renseignement capillaire, une force supplétive des FDS sur le terrain jihadiste, et un instrument de légitimation sociale que les politiques ont toujours cherché à s'attacher.

Konaté a compris très tôt que le contrôle de l'Union nationale des dozos lui offrait un capital de loyauté que ni les contrats publics ni les relations personnelles avec le chef de l'État ne pouvaient seuls lui procurer. Il a donc acheté cette légitimité, par ses largesses financières plus que par un long cheminement initiatique, ce qui lui vaut d'être traité d'"imposteur" par les dozos de tradition. Peu importe : les soldats des forces spéciales montent désormais la garde lors des cérémonies rituelles Dankoun qu'il préside en tunique traditionnelle, avec les portraits du capitaine Traoré accrochés aux murs. Le mysticisme et la puissance d'État se retrouvent dans le même dispositif.

Ce syncrétisme calculé, confrérie traditionnelle, proximité présidentielle, armement chinois, financement hawala et aviation d'affaires entre Ouagadougou et Dubaï, n'est pas le produit d'un génie individuel. C'est la réponse rationnelle à une architecture de pouvoir spécifique : celle des juntes sahéliennes, qui ont besoin d'hommes capables de naviguer simultanément dans plusieurs univers étanches, le monde des bailleurs institutionnels qui ne posent pas trop de questions, celui des fournisseurs d'armement qui contournent les sanctions, celui des réseaux traditionnels qui assurent une légitimité de terrain, et celui des places offshore qui permettent de convertir les francs CFA en actifs durables à l'abri des turbulences politiques intérieures.

Au Mali, Batouly Niane remplit une fonction structurellement comparable dans l'orbite de Goïta : communication étatique, marchés publics, réseaux d'influence, liens présumés avec Africa Corps. Les noms changent, l'architecture reste. Ce que les juntes de l'AES ont produit, à travers des trajectoires apparemment individuelles, c'est un modèle reproductible de para-État économique, ni tout à fait dans l'ombre, ni tout à fait dans la lumière, utile précisément parce qu'il opère dans cet entre-deux. Ali Konaté n'est pas une anomalie dans le système. Il en est le produit le plus accompli.

Le Sahel entre blocus jihadiste et retour américain : Nick Checker, émissaire de Trump, a bouclé en six semaines une tournée dans les trois capitales de l'AES ; le JNIM, lui, brûle des convois de carburant sur la route de Kayes et tue des chauffeurs routiers. Ces deux faits, apparemment disjoints, racontent la même histoire : l'échec du partenariat russo-sahélien à sécuriser l'essentiel, et le retour pragmatique de Washington dans une région qu'il avait quittée sous pression.

La semaine du 21 mars s'ouvre sur un paradoxe sahélien saisissant. Nick Checker, haut responsable du Bureau des affaires africaines au Département d'État américain, vient d'achever une tournée dans les trois pays de l'AES, Bamako début février, Ouagadougou le 12 mars et Niamey le 13 mars, marquant une volonté explicite de Washington de renouer le dialogue avec les junte souverainistes. C'est le même Washington qui avait suspendu toute coopération militaire après les coups d'État, le même Niger qui avait exigé et obtenu le départ des soldats américains en septembre 2024. La condition américaine pour Bamako est posée sans ambiguïté : la fin du contrat avec Africa Corps est présentée comme un préalable à toute reprise de coopération militaire.

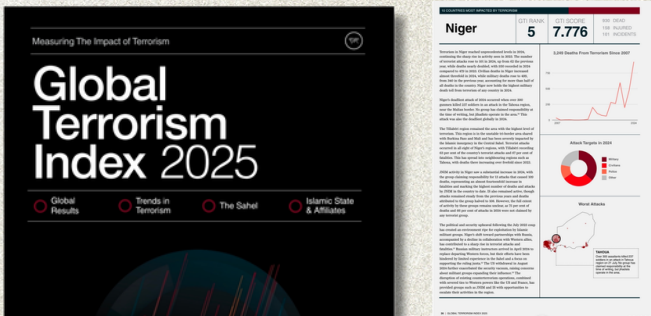
Ce retour ne traduit pas un revirement idéologique. L'administration Trump, peu soucieuse des questions de gouvernance démocratique, est avant tout préoccupée par la compétition stratégique avec la Russie et la Chine. L'uranium nigérien, l'or malien et burkinabè et les ressources stratégiques de la région expliquent ce pragmatisme affiché. Ce qui rend la démarche révélatrice, c'est moins ce qu'elle dit de Washington que ce qu'elle dit des junte : le Mali a officiellement démenti toute coopération militaire en cours avec les États-Unis le 12 mars, le jour même où Checker était reçu à Ouagadougou. Le souverainisme de façade survit difficilement à l'analyse des agendas.

Car pendant que les diplomates s'agitent, le terrain parle autrement. Depuis janvier 2026, le JNIM multiplie les attaques contre les convois de carburant en direction du Mali, tuant au moins quinze chauffeurs routiers dans une embuscade sur l'axe stratégique vers la frontière sénégalaise. Africa Corps escorte des camions-citernes. Les FAMA mènent des opérations. Et les populations font la queue aux stations-service. C'est dans cet écart, entre la rhétorique de la victoire militaire et la réalité d'une économie asphyxiée par le JNIM, que se lit l'échec réel de la coopération russo-burkinabè et russo-malienne : non pas une défaite militaire, mais une incapacité à protéger les artères logistiques dont dépend la vie quotidienne.



Nick Checker à Niamey, Ouagadougou et Bamako

Niger, 5e pays le plus touché au monde par le terrorisme



En 2024, le Niger a enregistré 930 morts liés au terrorisme, contre 479 l'année précédente. Les attaques terroristes sont passées de 62 à 101 sur la même période. Le pays fait son entrée pour la première fois dans le top 5 du Global Terrorism Index 2025, à la cinquième place mondiale, son pire classement depuis la création de l'indice. Ces chiffres ne sont pas des abstractions statistiques ; ils sont la traduction directe d'un choix politique opéré à Niamey depuis le coup d'État de juillet 2023.

Le rapport de l'Institute for Economics & Peace est sans ambiguïté sur la causalité. Le basculement du Niger vers un partenariat avec la Russie, conjugué au retrait des forces occidentales, a contribué à la détérioration sécuritaire brutale observée en 2024. Les instructeurs militaires russes arrivés en avril 2024 en remplacement des forces occidentales se sont heurtés à leur méconnaissance du terrain sahélien et à une priorité donnée à la protection du régime plutôt qu'à la lutte antiterroriste. Le départ des soldats américains en août 2024, avec la fermeture de la base stratégique d'Agadez, a aggravé le vide opérationnel. Ce vide, le JNIM et l'État islamique l'ont immédiatement exploité. La géographie de la violence confirme l'étendue de la pénétration jihadiste. Les attaques ont touché les huit régions du Niger en 2024, une première. La région de Tillabéri, dans la zone des trois frontières avec le Mali et le Burkina Faso, concentre 63% des attaques et 67% des morts. Mais c'est l'extension vers Tahoua et Dosso qui inquiète le plus les observateurs : les morts y ont été multipliés par cinq en un an, signe que le front s'élargit vers des zones jusqu'alors épargnées. Le Niger détient désormais le bilan militaire le plus lourd de tous les pays touchés par le terrorisme en 2024 : 499 soldats tués, soit plus de la moitié de l'ensemble des victimes recensées dans le pays.

Sur les dix pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde en 2024, cinq appartiennent au Sahel. Le palmarès complet place en tête Burkina Faso [1er], suivi du Pakistan [2e], de la Syrie [3e], du Mali [4e] et du Niger [5e]. Le Nigeria occupe la sixième place, la Somalie la septième, la République démocratique du Congo la huitième, l'Afghanistan la neuvième et le Cameroun la dixième.

Trois pays sur dix sont donc membres de l'AES. Burkina Faso premier mondial pour la deuxième année consécutive, Mali quatrième, Niger cinquième pour la première fois de son histoire. En 2011, aucun des trois ne figurait dans le top trente. En moins de quinze ans, la conjonction des fragilités structurelles, de l'expansion jihadiste et des ruptures sécuritaires issues des coups d'État successifs les a propulsés au sommet d'un classement que personne ne cherche à dominer. Ce que le Global Terrorism Index 2025 documente, c'est l'échec collectif d'une stratégie régionale qui a substitué le changement de partenaires à la résolution des causes profondes du conflit.

Note de la rédaction

MDMG Sahel franchit cette semaine une étape nouvelle. Le bulletin que vous lisez depuis le N°001 dispose désormais d'un site web dédié, accessible à l'adresse mdmgsahel.com. Vous y trouverez l'ensemble des numéros publiés en téléchargement libre, les analyses et dépêches publiées entre deux bulletins, ainsi qu'un formulaire d'inscription pour recevoir chaque dimanche le bulletin directement dans votre boîte mail.

MDMG Sahel est une publication indépendante gouvernée par une éthique éditoriale sans compromis : rigueur des sources, honnêteté de l'analyse, respect des faits même quand ils dérangent. Chaque article, chaque enquête, chaque brève engage la responsabilité de ceux qui les produisent. C'est à cette condition que l'information sur le Sahel peut être autre chose qu'un instrument. Ce qui guide MDMG Sahel, c'est une éthique éditoriale forgée dans la connaissance intime du terrain sahélien. Nos analyses n'engagent que nous. Et c'est précisément pour cela qu'elles valent quelque chose.

Vos retours, vos signalements de terrain et vos réactions aux analyses publiées restent les bienvenus à l'adresse contact@mdmgsahel.com.

La rédaction

